

Service Maritime des Ports
de Boulogne et Calais

COMMUNE de GROFFLIERS

Délimitation, côté terre, des
lais et relais de mer à incorporer
au Domaine Public Maritime.

LE PREFET du PAS-de-CALAIS

Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre,

Vu, dressé par le Service Maritime des Ports de Boulogne et Calais, le projet de délimitation côté terre des lais et relais de mer situés sur le territoire de la Commune de Groffliers, à incorporer au Domaine Public Maritime,

Vu la loi n° 63-1178 du 28 Novembre 1963 relative au Domaine Public Maritime, notamment son article 2,

Vu les décrets n° 66-413 du 17 Juin 1966 et n° 69-270 du 24 Mars 1969 pris pour l'application de la loi susvisée,

Vu l'avis favorable émis le 5 Novembre 1971 par la Commission Départementale des Rivages de la Mer sur les propositions de classement dans le Domaine Public Maritime des lais et relais de mer constitués avant la promulgation de la loi du 28 Novembre 1963, dépendant du Domaine Privé de l'Etat et situés sur le territoire de la Commune de Groffliers,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 Avril 1972 prescrivant la mise à l'enquête du projet de délimitation des lais et relais de mer en cause dans les formes déterminées par le décret susvisé du 24 Mars 1969,

Vu les résultats de l'enquête, notamment les notifications aux propriétaires riverains et l'avis favorable du Commissaire Enquêteur,

Vu l'avis favorable en date du 14 Juin 1972 de M.le Sous-Préfet de MONTREUIL-SUR-MER ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 03-10-334 du 17 Mai 1971 ;

.../...

Sur les propositions de l'Ingénieur en Chef des Ponts et
Chaussées, Directeur des Ports de Boulogne et Calais, et de
M. le Secrétaire Général de la Préfecture :

A R R Ê T E :

Article 1er - Les lais et relais de mer constitués avant la promulgation de la loi du 28 Novembre 1963 sur le territoire de la Commune de GROFFLIERS, et à incorporer au Domaine Public Maritime, sont délimités, côté terre, par la ligne polygonale B C D E F G H I J K L, définie par un trait fort sur le plan au 1/2000e annexé au présent arrêté.

Cette ligne polygonale correspond :

- pour l'alignement BC, à la limite (côté terre) du rivage de la mer approuvée par décret du 26 Avril 1900,
- pour la ligne brisée CDEFGHIJK, à la limite des lais de mer cédés par l'Etat aux divers propriétaires riverains suivant actes administratifs en date des 18 août 1958 et 3 octobre 1958 publiés à la Conservation des Hypothèques de Montreuil-sur-Mer le 6 Novembre 1958,
- pour la ligne KL, à la limite cadastrale.

Article 2 - Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 3 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. l'Ingénieur en Chef du Service Maritime des Ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Préfet.

ARRAS, le

8 SEPT. 1972

LE PREFET,

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général,

Jean SÉNIE